



# Déclaration de la CGT Éduc'action au CTSD du Var le 11 Mars 2020

La réforme des retraites que tente d'imposer de force le gouvernement avec l'usage du 49.3 aurait pour conséquence une baisse drastique du montant des pensions des personnels de l'Éducation et plus particulièrement des enseignant·es. Les personnels l'ont bien compris et participent massivement à la mobilisation interprofessionnelle contre la réforme depuis le 5 décembre.

Et ils seront encore nombreux le 31 Mars prochain à l'occasion de la prochaine grande journée de grève interprofessionnelle et de manifestation contre ce projet. Cette réforme de la retraite par points ne fait que nourrir une colère qui se manifeste depuis maintenant de très nombreux mois contre la politique du ministre Blanquer qui dégrade les conditions de travail des personnels et d'étude des élèves, comme par exemple les mobilisations contre les réformes des lycées et du baccalauréat avec le boycott des Epreuves Communes de Contrôle Continu.

Pour calmer les personnels, le ministre promet une revalorisation salariale censée compenser la baisse annoncée des pensions. Or la seule mesure qu'il est en capacité d'annoncer est une enveloppe de 500 millions d'euros pour janvier 2021 dont seule la moitié serait consacrée à une prime versée à une petite partie des enseignant·es et le reste consacré à l'indemnisation de tâches supplémentaires. Pire, le Ministre Blanquer compte bien imposer des contreparties à cette éventuelle revalorisation. C'est le désormais fameux « travailler plus pour gagner plus ! »

Dans ce contexte, le ministère vient d'ouvrir une consultation dématérialisée des personnels sur « le métier de professeur du XXI<sup>e</sup> siècle ». On peut s'interroger sur la pertinence et le bien-fondé d'un tel questionnaire (et pas seulement parce qu'enseignant ou pas, tout le monde peut y participer, et même plusieurs fois !!!). Comment croire que le ministère sera à l'écoute des attentes des collègues ? Et comment croire que le ministère ne connaît pas déjà les attentes des personnels de l'Éducation nationale alors qu'ils s'expriment largement dans la rue depuis des mois et que les organisations syndicales le répètent lors de leurs audiences... Pour la CGT Éduc'action, il ne s'agit que d'une nouvelle manœuvre dilatoire du ministre comme il l'avait déjà fait lors du sondage à destination des directeur·trices d'école.

Pour en venir à l'ordre du jour de ce CTSD, la CGT Educ'Action s'étonne que l'on puisse débattre aujourd'hui de la préparation de la rentrée 2020 dans les établissements du second degré public du Var alors même que le processus démocratique concernant la DGH n'est pas terminé dans certains établissements voire qu'il n'a même pas commencé dans d'autres, avec le refus de communication ou de mise au vote de la répartition de la dotation horaire par certains chefs d'établissement.

Comme par exemple au lycée Maurice Janetti à Saint Maximin où le Conseil d'Administration relatif à la DGH, après deux boycotts et un vote contre, est de nouveau convoqué vendredi 13 Mars pour statuer sur le TRMD.

Sur le fond pour la rentrée 2020 sont prévues 33 fermetures de postes en collège et un bilan créations /suppressions de postes négatif de - 6 postes, ce qui s'ajoute aux 42 fermetures de postes et à un solde créations/suppressions de postes très largement négatif de -29 postes pour l'année actuelle...

Pour les LGT et LPO si la tendance est la même, l'impact est inversé entre cette année et ce qui est envisagé pour la rentrée prochaine : les 30 fermetures de postes n'ont conduit qu'à un bilan créations /suppressions de postes négatif de - 14 postes cette année contre une prévision de 45 fermetures et un solde créations /suppressions de -22 postes pour la rentrée prochaine. Enfin en LP, 14 fermetures de postes prévues pour la rentrée contre 24 cette année et un solde créations /suppressions toujours négatif pour la rentrée prochaine de -5 postes contre - 14 sur cette année scolaire.

En résumé on voit là les effets des réformes des lycées, celle des lycées professionnels et celle du lycée général dont les effets en terme de suppression de postes ont été atténués en partie pour cette année scolaire grâce à un transfert partiel du sacrifice sur les collèges.

Mais on voit là, aussi, le résultat du nouveau mode de calcul des Dotations en lycées généraux que nous avons déjà dénoncé lors du CTSD du 27 janvier dernier et qui consiste à ne plus faire une répartition horaire à la structure mais selon un coefficient H/E qui revient à diviser le volume horaire hebdomadaire par un effectif de 35 élèves. Cette méthode conduit donc à ne financer intégralement en terme de DGH, que les classes qui ont un effectif de 35 élèves.... Pour tout effectif en dessous les établissements doivent donc utiliser leur marge d'autonomie réduisant d'autant les moyens dont ils disposent pour faire des dédoublements ou des groupes à effectifs réduits par exemple...

C'est une idée lumineuse, en effet que de donner le choix aux équipes et aux établissements entre des conditions de travail dégradées à 35 élèves par classe ou des postes à supprimer afin de rentrer dans une dotation départementale et académique toujours aussi faible et loin de rattraper le retard accumulé depuis des années puisque nous sommes toujours parmi les dernières académies de France pour le H/E dans le second degré .

Certes vous nous direz sans doute que pour la rentrée prochaine vous avez cherché à atténuer ces effets négatifs en utilisant au mieux votre marge de gestion pour sauver des postes, mais comprenez que cette politique de gestion de la pénurie année après année est devenue impossible. Car sur seulement deux années scolaires cela représente 89 postes qui sont supprimés définitivement et sans compensation dans le Var dont 75 cartes scolaires, avec les drames humains qui les accompagnent souvent, pour les collègues et leurs familles. De même 237 compléments de service sont encore prévus pour la rentrée 2020, impactant de fait les conditions de vie et de travail de nombreux collègues.

Si l'on regarde plus finement à présent on s'aperçoit selon les disciplines que les plans sociaux continuent comme en Gestion Administration avec une perte sèche de 6 postes à la rentrée prochaine comme cette année et sans qu'il y ait eu de compensation des postes fermés contrairement à ce qu'avait promis le rectorat; voire s'accroissent comme en Sciences de l'Ingénieur avec une perte sèche de 11 postes pour la rentrée contre 2 cette année, et les collègues ne vont sûrement pas basculer sur des postes de techno. en collège puisqu'ils perdent également 3 postes pour la rentrée prochaine comme cette année...Et que dire des mathématiques – 10 postes net à la rentrée contre moins 5 sur cette année scolaire.

Mais d'autres disciplines sont aussi fragilisées comme les SES avec une perte nette de 2 postes à la rentrée prochaine comme cette année d'ailleurs. La physique chimie qui entre collèges et lycées subie une perte nette de 3 postes pour l'année scolaire prochaine. L'EPS qui sur les deux années scolaires enregistre une perte nette de 11 postes et l'histoire géographie de 7 postes sur la même période ou encore les Lettres Modernes qui subissent une perte nette de 4 postes en lycées pour la rentrée 2020.

Enfin si l'on regarde géographiquement, comme nous l'avons signalé lors du CTSD de janvier le bassin brignolais subissant, en ce qui concerne les lycées généraux, des réductions drastiques de DGH, qui font suite à des baisses déjà importantes l'an dernier, enregistre de fait pour la rentrée prochaine des suppressions lourdes de postes – 12 postes sur 3 établissements : Janetti à Saint Maximin, Raynouard à Brignoles et surtout Thomas Edison à Lorgues avec une perte nette de 8 postes.

Cela représente 27 % des suppressions de postes de tous les lycées du Var et surtout 54% des pertes nettes de postes en lycée sur tous le département qui sont concentrées sur ce bassin dont 5 postes de Mathématiques et 4 de Si.

Mais ailleurs ce n'est pas beaucoup mieux avec des établissements qui subissent des pertes nettes de postes importantes comme à Costebelle à Hyères – 5 postes ou Langevin à La Seyne sur Mer – 4 postes. Les collèges ne sont d'ailleurs pas en reste avec des situations de pertes nettes de nombreux postes comme à Cogolin ou à Jules ferry à Hyères – 3 postes et au collège Villeneuve à Fréjus – 4 postes.

La CGT Educ'Action dénonce donc cette situation de régression des moyens dans notre département et refuse de rentrer dans cette mascarade de gestion de la pénurie, c'est pourquoi nous soutiendrons toutes les demandes légitimes d'ouvertures de postes dans les établissements du Var et à l'inverse nous combattrons résolument les suppressions non compensées !